



# POUR UN EMBARGO SUR LES ÉNERGIES FOSSILES ET NUCLÉAIRE RUSSES

Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, les pays de l'Union européenne (UE) cherchent à sanctionner économiquement la Russie afin de la couper des financements occidentaux. L'UE vient de décider d'[interdire tout nouvel investissement européen](#) dans l'exploration et la production de pétrole, charbon, gaz et électricité en Russie. C'est un bon signal mais ce n'est pas assez : avec nos achats actuels de gaz fossile et de pétrole russes, nous faisons [chaque jour un chèque de 800 millions d'euros à la Russie et à son armée](#). L'énergie nucléaire échappe également aux sanctions européennes, bien que Rosatom – société d'État créée par Poutine en 2007 – soit une source importante de revenu pour le régime. Rosatom est [le premier client des turbines nucléaires françaises Arabelle](#) qu'EDF vient de racheter à General Electric. La Hongrie a récemment décidé une extension de 12,5 milliards d'euros pour une de ses centrales construites par Rosatom, financée par [un prêt de 10 milliards à la Russie](#). Les sanctions permettraient d'empêcher à Rosatom de vendre des centrales dans l'UE et l'entreprise perdrait probablement tous ses contrats en cours.

**Nous demandons un embargo européen sur les énergies fossiles et nucléaire russes** afin de couper les fonds à la Russie qui mène une guerre destructrice en Ukraine. Aujourd'hui, c'est l'option la plus crédible et la plus forte pour mettre un frein immédiat à l'invasion en cours, provoquer un cessez-le-feu et espérer un retrait des troupes. Nous devons nous mobiliser pour mettre en œuvre ce « *quoi qu'il en coûte* » afin de bâtir, ensemble, un véritable projet de paix, en développant les énergies renouvelables, la sobriété et l'efficacité énergétique. Cela nous permettra d'atteindre nos objectifs climatiques et de développer notre indépendance énergétique.



**« Nous pouvons et devons décider d'un embargo sur le gaz et le pétrole russes. L'Europe doit maintenant montrer sa détermination et sa force en s'attaquant au cœur de la puissance de l'oligarchie russe : le gaz et le pétrole. Au vu de la détermination de Vladimir Poutine à détruire l'Ukraine, les exclure des sanctions n'a plus de sens. »**  
**Yannick Jadot**

Les décisions politiques de ces dernières décennies nous ont conduits à être extrêmement dépendants de la Russie pour notre approvisionnement en énergie. 41 % du gaz fossile, 27 % du pétrole et 47 % du charbon que les citoyen·ne·s européen·ne·s consomment [sont importés de Russie](#). Rien qu'en France, [les boucliers tarifaires mis en place ont coûté environ 20 milliards d'euros](#), notamment à EDF. La France importe également 45 % de son uranium du Kazakhstan qui appartient à la sphère d'influence russe, comme l'illustre l'envoi récent de forces militaires [pour soutenir le régime face à des manifestants](#). Aujourd'hui, avec les investissements que nous allons réaliser pour réduire notre dépendance énergétique, c'est notre futur énergétique européen que nous devons construire. C'est le moment de faire les bons choix : pour le peuple ukrainien, pour les citoyen·ne·s européen·ne·s et pour les générations futures.



[europeecologie.eu](http://europeecologie.eu)  
[euroecolos](#)  
[@europeecologie](#)

Nous saluons l'instrument « RepowerEU » proposé par la Commission européenne. Cependant, nous identifions un risque très clair dans les propositions mises en avant par la Commission de perpétuer voire renforcer notre système actuel basé sur les énergies fossiles. Nous ne pouvons remplacer une dépendance au gaz russe par une dépendance au gaz du Qatar ou d'ailleurs. Les investissements massifs sur l'hydrogène sont également risqués car [il est actuellement fabriqué à 75 % à partir de gaz](#). Il faudrait une quantité significative d'énergies renouvelables additionnelles pour produire de l'hydrogène renouvelable, quantité dont l'Europe ne dispose pas. Le biométhane apparaît comme une fausse solution car une dépendance accrue à son égard entraînera une augmentation des émissions de CO<sub>2</sub> et une utilisation des surfaces agricoles qui n'est pas en phase avec le contexte de menace de la sécurité alimentaire mondiale.

**Nous proposons cinq grands axes pour sortir rapidement et durablement de notre dépendance aux énergies fossiles et nucléaire russes : sobriété, efficacité, énergies renouvelables, investissements privés et agriculture.**

## SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

La sobriété énergétique est la mesure qui nous permet de diminuer immédiatement nos importations d'énergies fossiles et donc d'empêcher de financer l'offensive militaire provoquée par Poutine en Ukraine.

**L'énergie la plus sûre, la plus durable et la moins chère est celle qui n'est pas utilisée.**

Les pouvoirs publics, les entreprises, les industries ont une vraie responsabilité pour développer cette sobriété énergétique. [La consommation d'énergie pourrait être réduite de près de 30 % d'ici 2050](#) grâce à la sobriété dans ce secteur. Sur le court terme, il est aussi possible de mettre en veille certaines industries non essentielles et fortement consommatrices d'énergie.

Faire passer la vitesse sur autoroute de 130 km/h à 110 km/h réduit notre consommation de carburant de 25 %, pour une différence de temps de seulement 8 minutes pour 100 km. [Un trajet en avion est 45 fois plus polluant qu'un voyage équivalent en TGV](#) mais le secteur ne cesse de croître. De nombreuses villes n'ont pas suffisamment investi pour le développement des infrastructures cyclables ou la réduction de la place de la voiture en ville, ce qui rend les déplacements à vélo ou à pied parfois peu attractifs.

À cela s'ajoute la somme des actions individuelles qui constitue un véritable levier sur nos consommations d'énergie. Chaque geste compte. [L'éco-conduite, en complément de la baisse de la vitesse, permet de réduire encore sa consommation de carburant](#). En réduisant la température de nos bâtiments de 1 degré, nous pouvons [diminuer de 6.5 % nos importations de gaz russe](#).

### Nos demandes

- Forfait mobilités durables obligatoire dans les secteurs privé et public
- Jusqu'à 1 000 euros de carburant par an pris en charge en cas de covoiturage
- Gratuité des transports en commun pour les jeunes et les familles en difficulté
- « *Ticket liberté climat* » ouvert aux 16-25 ans qui donnera un accès en illimité à l'ensemble des trains, transports en commun et vélos et voitures en libre-service
- [Allongement de la durée légale de garantie](#) - pour allonger la durée de vie des appareils - et astreindre les fabricants de biens à proposer des pièces détachées pendant au moins 10 ans - pour favoriser la réparation des produits
- Réduction de la vitesse maximale de 130 à 110 km/h sur les autoroutes
- Taxation du kérosène, carburant des riches, [mesure qui pourrait rapporter 5 milliards d'euros](#)
- Interdiction des trajets en avion quand il existe une alternative en train de moins de 4h
- Prêt d'un vélo à tous les jeunes de 16 à 25 ans qui le souhaitent et renforcement des pistes cyclables sécurisées



## EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

L'efficacité énergétique consiste à réduire la consommation d'énergie de nos équipements et de nos bâtiments en améliorant leur performance et à mieux réguler nos flux énergétiques, par exemple, avec des systèmes technologiques « intelligents ».

« **L'efficacité énergétique doit être la priorité : chaque pour cent d'efficacité énergétique supplémentaire permet déjà d'économiser 2,6% d'importations de gaz. Pour cela, la Commission doit accélérer ses procédures d'autorisation pour les aides aux mesures d'efficacité énergétique et au développement des énergies renouvelables. Les conservateurs de tous poils ont tort de vouloir profiter de la guerre en Ukraine pour préserver le vieux modèle qui nous a menés droit dans le mur.** » **Damien Carême**



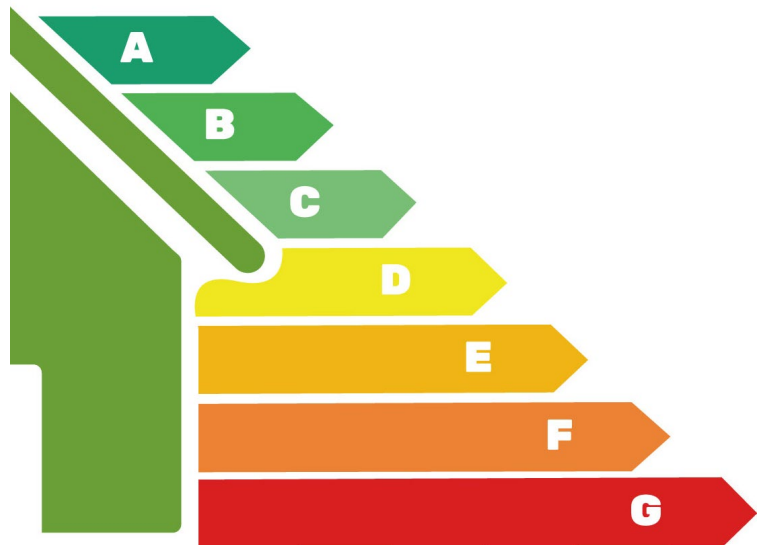
Dans l'Union européenne, il y a urgence à agir sur le secteur du bâtiment et sa rénovation profonde : aujourd'hui 75 % du parc immobilier européen est inefficace sur le plan énergétique et [moins de 1 % de ce parc est rénové chaque année. Les passoires thermiques représentent 17 % du parc français.](#) Rénover nos maisons, nos écoles, les bâtiments administratifs, etc., n'est pas juste important pour la planète, **cela nous permet également de garantir notre sécurité énergétique, de pouvoir nous chauffer en hiver, nous protéger de la chaleur en été, de créer des emplois durables dans l'artisanat et de réduire nos factures.**

Il faut également déployer rapidement des solutions de chauffage renouvelable comme la géothermie, les pompes à chaleur, réseaux de chaleur. En Suisse, où le parc immobilier représente 1/3 des émissions de CO<sub>2</sub>, le programme « Chauffez renouvelable » a créé un outil en ligne qui permet aux particuliers de calculer les coûts d'exploitation et d'investissement pour le changement vers un chauffage renouvelable et la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> associée. L'Autriche a mis en place une [interdiction de l'installation des chaudières au fioul depuis 2021 dans les nouveaux bâtiments et des chaudières à gaz pour 2035.](#) L'Agence internationale de l'énergie considère que le [remplacement de ces chaudières par des pompes à chaleur](#) pourrait avoir un réel impact sur notre dépendance vis-à-vis de la Russie.

À cause de la précarité énergétique, de nombreuses familles françaises et européennes ne peuvent pas se chauffer en hiver. Du fait de la guerre en Ukraine, nous risquons de passer [de 30 millions à 80 millions d'Européen·ne·s en situation de précarité énergétique.](#)

### Nos demandes

- Réduire la consommation d'énergie de 45% d'ici 2030 (à la place de 36% actuellement prévu) conformément aux objectifs d'efficacité énergétique prévus au niveau européen. Rendre ces objectifs contraignants pour les États membres au niveau national.
- Accélérer le rythme des rénovations et de déploiement de chauffage renouvelable. Cibler les ménages modestes et prendre en charge à 100 % les travaux pour ces derniers.
- Dans l'immédiat, un chèque énergie de 400 euros doit être accordé aux 6 millions de familles les plus fragiles et un chèque de 100 euros doit être envoyé aux 15 millions de familles des classes moyennes
- Mise en place de mesures fiscales sur les bénéfices exceptionnels réalisés par les entreprises européennes du fait de la hausse des prix de l'énergie, comme proposé par la Commission européenne. Réinvestir les recettes dégagées vers la lutte contre la précarité énergétique.



## ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le retard accumulé ces dernières décennies pour le développement des énergies renouvelables nous place aujourd'hui dans une situation de réelle dépendance vis-à-vis de la Russie. Cette crise des énergies fossiles et l'envolée des prix associée est le résultat de choix politiques.



**« Nous ne devons plus investir dans les énergies fossiles et si les États décident d'aides temporaires, ils doivent déboursier au moins le même montant pour l'efficacité énergétique et les renouvelables ! »**  
Marie Toussaint

La compétitivité des énergies renouvelables n'est plus à démontrer, surtout aujourd'hui avec des records battus sur le prix du baril du pétrole ou le prix du gaz. La transition vers les énergies renouvelables ne permet pas uniquement de lutter contre le changement climatique, c'est une évidence d'un point de vue économique.

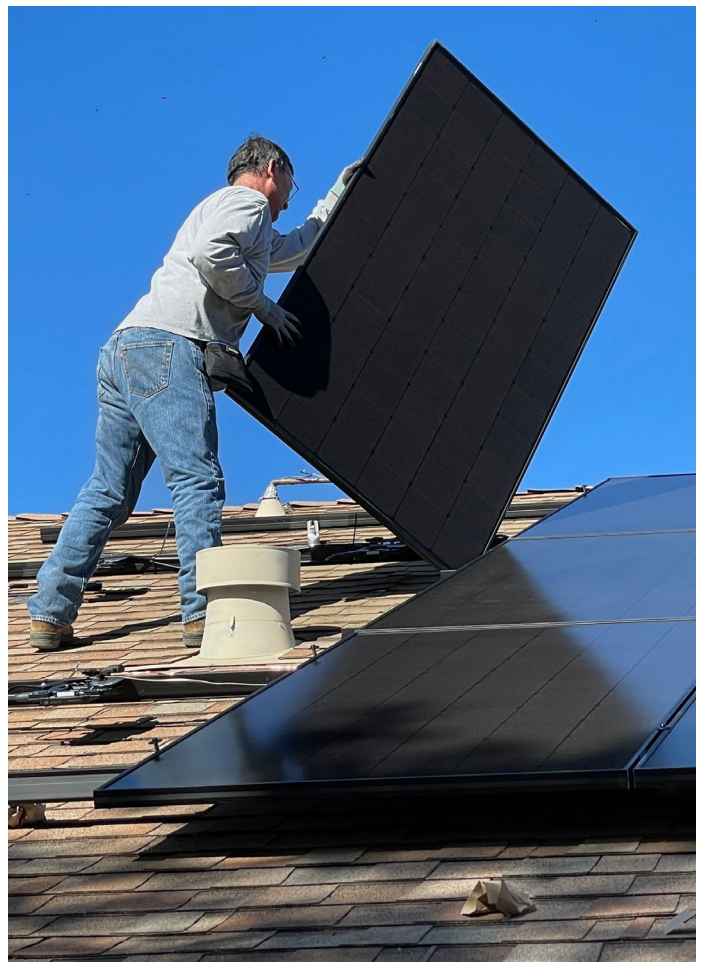
Comme souligné dernièrement par la Commission européenne, nous avons besoin de permis et procédures d'autorisations plus rapides et qui continuent à respecter les critères de durabilité. À eux-seuls, [les panneaux photovoltaïques sur les toitures pourraient produire 25 % de l'électricité de l'Union européenne.](#)

Dans l'industrie, il est essentiel de mettre en place des solutions de chauffage renouvelables pour la chaleur industrielle à basse et moyenne température afin de ne plus dépendre du gaz fossile. De nombreuses technologies prêtes à être commercialisées comme les pompes à chaleur industrielles, la géothermie, les chaudières électriques ou l'électrification directe par les énergies renouvelables doivent être développées. Ces solutions ont un rendement énergétique 1 à 5 fois supérieur à celui de l'hydrogène obtenu à partir d'électricité.

La transition vers les énergies renouvelables ne pourra se faire qu'avec le soutien des citoyen·ne·s. Il est donc crucial de développer davantage de consultations et d'échanges avec les citoyen·ne·s autour des projets, notamment ceux à côté de chez eux. De nombreux citoyens se sont déjà engagés pour produire eux-mêmes leur énergie renouvelable : [le premier parc éolien citoyen a été initié en 2010](#). 20 % de la demande énergétique européenne pourraient être satisfaite grâce à ce type de projet d'ici à 2030. Grâce aux écologistes et à la directive « renouvelables », les communautés citoyennes de l'énergie qui soutiennent les projets citoyens sont reconnues depuis 2018.

### Nos demandes

- Augmenter les objectifs européens de la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique de 40% à 50% pour 2030. Rendre ces objectifs contraignants pour les États membres au niveau national.
- Développer les solutions de chauffage renouvelable dans l'industrie et fixer des objectifs pour 2030 pour les procédés reposant sur des températures basses et moyennes
- Rediriger les investissements actuellement réalisés en Russie par les entreprises énergétiques vers le développement des énergies renouvelables
- Renforcer la solidarité européenne en accélérant l'interconnexion électrique de l'Europe pour que chaque État puisse importer l'équivalent d'au moins 15% de sa production d'électricité
- Supprimer les barrières au développement de l'énergie citoyenne, notamment en ce qui concerne les permis
- Créer et soutenir au moins un projet d'énergie renouvelable citoyen d'ici 2023 par agglomération



# FIN DES INVESTISSEMENTS DANS LES ÉNERGIES RUSSES

Les citoyen·ne·s et autorités publiques ne portent pas à eux seuls la responsabilité de nos investissements énergétiques en Russie. Les entreprises et multinationales ont également un rôle à jouer. Alors que BP, Shell, Exxon Mobile et Equinor se sont retirés de Russie, TotalEnergies ne souhaite pas cesser ses engagements dans le pays et alimente la machine de guerre russe.

Il est temps pour les entreprises et les géants de l'énergie de stopper le greenwashing et de sortir, à l'échelle globale, de notre dépendance aux énergies fossiles. Pour cela, **la suppression de l'acte délégué sur le gaz et le nucléaire dans la taxonomie est une priorité**. La taxonomie se donne en effet pour objectif d'orienter les investissements vers les activités « vertes ». Les choix d'investissements des entreprises dans les projets et en matière de recherche et développement (R&D) sont cruciaux. [En 2019, l'investissement privé en R&D sur les énergies fossiles était trois fois supérieur à celui pour les énergies renouvelables.](#)

**« Outre les énergies fossiles, l'industrie nucléaire russe est un outil important au service de la stratégie géopolitique de Poutine. De nombreux pays en Europe sont dépendants de la Russie pour construire ou prolonger des réacteurs nucléaires : la Biélorussie, la Bulgarie, la Finlande, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie et la France. »**  
Michèle Rivasi



## Nos demandes

- Fin des activités et des projets de TotalEnergies en Russie
- Contraindre les entreprises gazières européennes à participer au stockage de gaz avant l'hiver prochain
- Arrêt immédiat des investissements publics européens et nationaux dans des projets d'énergies fossiles et nucléaire
- Suppression de l'acte délégué de la Commission sur l'inclusion du gaz et le nucléaire dans la taxonomie verte
- Transparence sur les investissements réalisés par les entreprises européennes sur les projets et en R&D sur les énergies fossiles et les énergies renouvelables



## UNE AGRICULTURE DURABLE ET SOUVERAINE

La guerre en Ukraine illustre également la dépendance de notre production agricole aux énergies fossiles russes dont nous avons besoin pour les engrais de synthèse azotés. L'agriculture française utilise [3,7 millions de tonnes de cet engrais chaque année](#). Leur utilisation est interdite pour l'agriculture biologique. Et pour cause : de nombreuses solutions alternatives comme les légumineuses ou l'utilisation du compost existent ! Des solutions existent également pour un autre engrais dont nous dépendons : la potasse biélorusse.

En plus d'émettre, au niveau global, plus de gaz à effet de serre que l'aviation, les engrais ont aussi des effets dévastateurs sur les ressources naturelles. Les sols européens sont caractérisés par des excès en termes de nutriments qui provoquent des phénomènes comme les algues vertes en Bretagne ou Mar Menor en Espagne. L'eutrophisation de l'eau, du fait de l'incapacité des sols à absorber le trop plein d'engrais de l'agriculture intensive, a des conséquences très négatives pour la qualité de l'eau et la biodiversité.

Les agriculteurs sont aussi pris dans un cercle vicieux. Ils dépensent toujours plus en engrais de synthèse pour en retirer de moins en moins de gains économiques.

### Nos demandes

- Maintien et application des objectifs de la stratégie de la Ferme à la fourchette au niveau européen, notamment sur la réduction des engrais et l'objectif de 25 % de surfaces agricoles en bio dans l'Union européenne d'ici à 2030
- Réorientation des plans stratégiques nationaux de la Politique agricole commune
- Mise en place de dispositifs de soutien financier et d'accompagnement technique, dont un outil gratuit de diagnostic pour les agriculteurs de la teneur en nutriments de leurs sols, afin qu'ils puissent réévaluer les besoins d'appliquer des engrais de synthèse et réduire leurs dépenses
- Mise en œuvre d'un plan protéine européen visant à développer la production de légumineuses pour l'alimentation humaine mais aussi pour que nos élevages soient moins dépendants des importations pour l'alimentation animale



**« Nous ne devons pas céder à l'instrumentalisation de la guerre en Ukraine par les lobbys de l'agriculture industrielle qui, avec un cynisme et une indécence rare, sont en train d'hypothéquer l'avenir des générations futures. C'est l'agriculture intensive qui nous conduit à la vulnérabilité actuelle et montre aujourd'hui toutes ses limites. »**

**Benoît Biteau**



Photo: ©Alex Daval